

RÉPONSES AU FRONT DE GAUCHE

Couper n'est pas jouer !

Dans le numéro 3 de sa lettre hebdomadaire, le Front de Gauche accuse le PS d'imposture, en se basant sur quelques votes. Seulement voilà, les citations des rapports en question sont tronquées et manipulées, et ne reflètent absolument pas la ligne que nous soutenons.

Revenons sur les exemples choisis... sur le Traité Constitutionnel Européen, suite aux « Non », le Parlement européen a réfléchi à ce qui pouvait être fait pour améliorer le fonctionnement de l'Union européenne. Pour le Front de Gauche, nous n'avons pas respecté les référendums. Pourtant, nous avons voté ceci : « il est nécessaire de respecter les États membres et leurs peuples qui ont ratifié la Constitution aussi bien que la décision de ceux qui ne l'ont pas ratifiée, et d'analyser avec soin les causes des résultats défavorables en France et aux Pays-Bas ». **Nous respectons le vote des citoyens, de tous les citoyens, contrairement à ce qu'affirme la citation fallacieuse faite par le Front de gauche.**

Autre coupure qui déforme le sens : selon le front de gauche, le PS a voté pour la ratification du texte malgré les référendums. Faux, encore une fois. Voici le paragraphe que nous avons effectivement voté, dans son intégralité cette fois-ci :

« Le Parlement européen fait observer que, théoriquement, un certain nombre d'options s'offrent à l'Union, qui vont de l'abandon du projet constitutionnel à la poursuite des efforts tendant à la ratification du texte actuel non modifié, en passant par la clarification ou l'enrichissement du texte actuel, la restructuration et/ou la modification de ce texte dans le but de l'améliorer, ou encore une refonte complète ; ». Résumé hypocritement par le Front de Gauche, cela donne : le PS appelle « à la poursuite des efforts tendant à la ratification du texte actuel non modifié ». Beau mensonge !

Sur la question de la libre circulation des capitaux et la libéralisation de l'énergie, encore une fois le Front de Gauche est dans le travestissement de la réalité : évidemment, comprendre les enjeux des débats au Parlement européen demande un minimum d'investissement, ce que le « non à tout » prôné par les quelques communistes français ne permet pas. Sur la question de l'énergie, nous nous sommes battus – via une clarification des rapports production/distribution - pour démonter le procès en favoritisme fait régulièrement à l'égard des groupes français tels qu'EDF ou GDF (« protégés » chez eux, « prédateurs » ailleurs en Europe) par d'autres États-membres et/ou entreprises.

Parallèlement, la question de la « pauvreté énergétique » a été au cœur des préoccupations des socialistes européens. Certes le compromis final n'est pas aussi ambitieux que nous l'aurions souhaité (le Conseil de l'Union, majoritairement à droite, est passé par là), mais pour la première fois la notion même de « consommateur vulnérable » devra être qualifiée dans chaque État-membre - ce qui à l'échelle de

CAMPAGNE POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES 2009

l'UE était encore loin d'être le cas ; nous avons proposé un pas supplémentaire, comme des lignes directrices communes aux 27 pour définir ce concept de vulnérabilité.

Le travail parlementaire, d'influence, permet de faire progresser les droits de tous. Mais l'extrême gauche préfère laisser tomber les plus fragiles et ne pas mener ces combats, pour rester dans une opposition à tout, comme si les autres élus ne représentaient pas aussi démocratiquement que les communistes français les citoyens européens.

Enfin, d'autres citations tronquées font des socialistes les suppôts d'un supposé impérialisme américain, via l'OTAN. Les débats à l'Assemblée Nationale et au Sénat ont déjà clairement montré notre position. Quant au niveau européen, non seulement les socialistes européens ne se sont pas prononcés en faveur d'une défense européenne intégrée dans l'OTAN, mais, au contraire, ont fait adopter de nombreux amendements pour demander les moyens d'une autonomie plus grande, à la fois dans la prise de décisions et dans la conduite des opérations (« considérant que l'architecture européenne de sécurité comprend également l'OSCE et les instruments internationaux tels que le Traité sur les « Forces armées conventionnelles en Europe » - et pas seulement l'OTAN »). Au final, le groupe socialiste dans son ensemble a voté contre le rapport Vatanen, député UMP au Parlement européen, car jugé trop atlantiste. Dans le rapport sur la Politique européenne de sécurité et de défense, nous avons fait adopter deux amendements demandant d'une part « un partenariat plus équilibré entre l'OTAN et la PESD », d'autre part « un système global et multilatéral de sécurité dans le cadre de l'ONU ».

Nous sommes surpris, et heureux, que Mélenchon soit en faveur d'une défense européenne autonome, car ses amis de la GUE (Gauche Unitaire Européenne), et en particulier les communistes, ont toujours voté CONTRE tout ce qui pourrait ressembler à une défense européenne, même l'opération PESD pour protéger au Tchad les réfugiés du Darfour !

Mais puisque d'après Mélenchon le PS est en « connivence » avec le PPE, voici quelques exemples qui montrent que la GUE est l'alliée objective du PPE :

- Le 22 mai 2005, nous avons déposé et voté l'amendement 6 au rapport sur les Grandes orientations des politiques économiques. Cet amendement clé appelait à une réforme du Pacte de Stabilité pour qu'il intègre l'objectif de croissance, et pas seulement de stabilité. L'UMP, le Modem et le PCF ont voté contre, avec l'ensemble de la droite européenne. Seuls les Verts nous ont soutenus.

- Chaque année, la Commission européenne présente son programme de travail pour l'année suivante. Lors du vote du programme de travail pour l'année 2006, nous avons déposé et voté un amendement essentiel qui appelait à moderniser l'Europe par le biais d'investissements dans la recherche et l'innovation, des nouvelles infrastructures, l'économie de la connaissance, l'éducation et la formation, les services publics et sociaux de haute qualité et des investissements dans la politique industrielle européenne, en particulier dans les secteurs nouveaux et dynamiques comme la nanotechnologie et la biotechnologie. Le PCF et l'UMP, alliés contre une Europe qui travaille et investit, ont voté contre nos propositions d'avenir.

CAMPAGNE POUR LES ELECTIONS EUROPEENNES 2009

Des votes scandaleux de la GUE avec le PPE, il y en a beaucoup d'autres ! Relèvent-ils de la connivence ? Peut-être. Ou peut-être pire encore, quand l'extrême gauche anéantit l'espoir d'une Taxe Tobin... c'était dans la législature 1994-1999 ! Mais bien sûr, il faut se souvenir que l'extrême gauche n'est pas là pour améliorer notre société en exerçant une influence au Parlement européen par sa présence et son travail. Non, elle est là pour créer une autre Europe ex nihilo. Avec qui, comment, avec quels objectifs, quel programme, quelle majorité, quels regards sur les élus qui ne partagent pas leur opinion, avec quelle partie de la population, et quel sort pour les autres ? Pas de réponse...

Ce faisant, elle-même la politique du pire, avec une absence totale de sens des responsabilités.